



FOCUS

2025

sur les Organisations
de la Société Civile
de Solidarité Internationale

03
ÉDITO

04
CARTE D'IDENTITÉ DES OSC

06
FOCUS GÉOGRAPHIQUE
Bolivie

12
FOCUS THÉMATIQUE
Face aux offensives anti-droits,
les OSC en première ligne
pour l'égalité de genre

18
ACODEV / ONG LIVREOUVERT

19
OSC ACCRÉDITÉES

rédaction

Nina Perruchet, Samantha Hobro, Lawrence Pieters

design

Dominique Hambye

crédits photographiques

Couverture, pp. 6, 9, 20 © Humundi - Olivier Papegnies

p. 11 © Plan international Belgique

p. 12 © CNCD-11.11.11

p. 15 © Le Monde selon les femmes

p. 17 © CNCD-11.11.11 - Arnaud Ghys

Édito

par Raphaël Maldague,
Directeur ACODEV

Ce rapport FOCUS 2025 s'inscrit dans un contexte difficile et angoissant notamment pour la coopération internationale et les organisations de la société civile. En effet, les fondements et valeurs de notre secteur sont remis en question par toute une série d'acteurs qu'ils soient publics ou privés. Partout dans le monde, des mouvances ultra-conservatrices déploient un narratif basé sur le repli sur soi, l'autoritarisme, la censure, la méfiance envers le multilatéralisme et le rejet des politiques progressistes. Pour la première fois depuis vingt ans, il y a également désormais plus de régimes autocratiques (91) que démocratiques (88) dans le monde¹. En 2025, les conséquences en ont été particulièrement visibles tant en termes de conflits armés que de recul des droits fondamentaux. Parmi les nombreuses victimes que cela engendre figure la coopération au développement, ses acteurs et surtout ses populations bénéficiaires. Le démantèlement de l'USAID et les coupes drastiques engagées par l'administration Trump dans son financement (90 % en 2025) et ses programmes auraient déjà coûté la vie à 265 000 adultes et 551 000 enfants².

En Europe et en Belgique aussi, un changement de paradigme s'est opéré avec des états et des politiques qui préfèrent investir dans la défense plutôt que dans la coopération internationale. Ils déploient également une vision utilitariste de la coopération et introduisent des précédents dangereux mettant à mal les normes et traités internationaux qui la régissait jusqu'à présent. Cela a un impact direct sur les organisations de la société civile qui voit son droit d'autonomie et d'initiative remis en question et ses financements diminués.

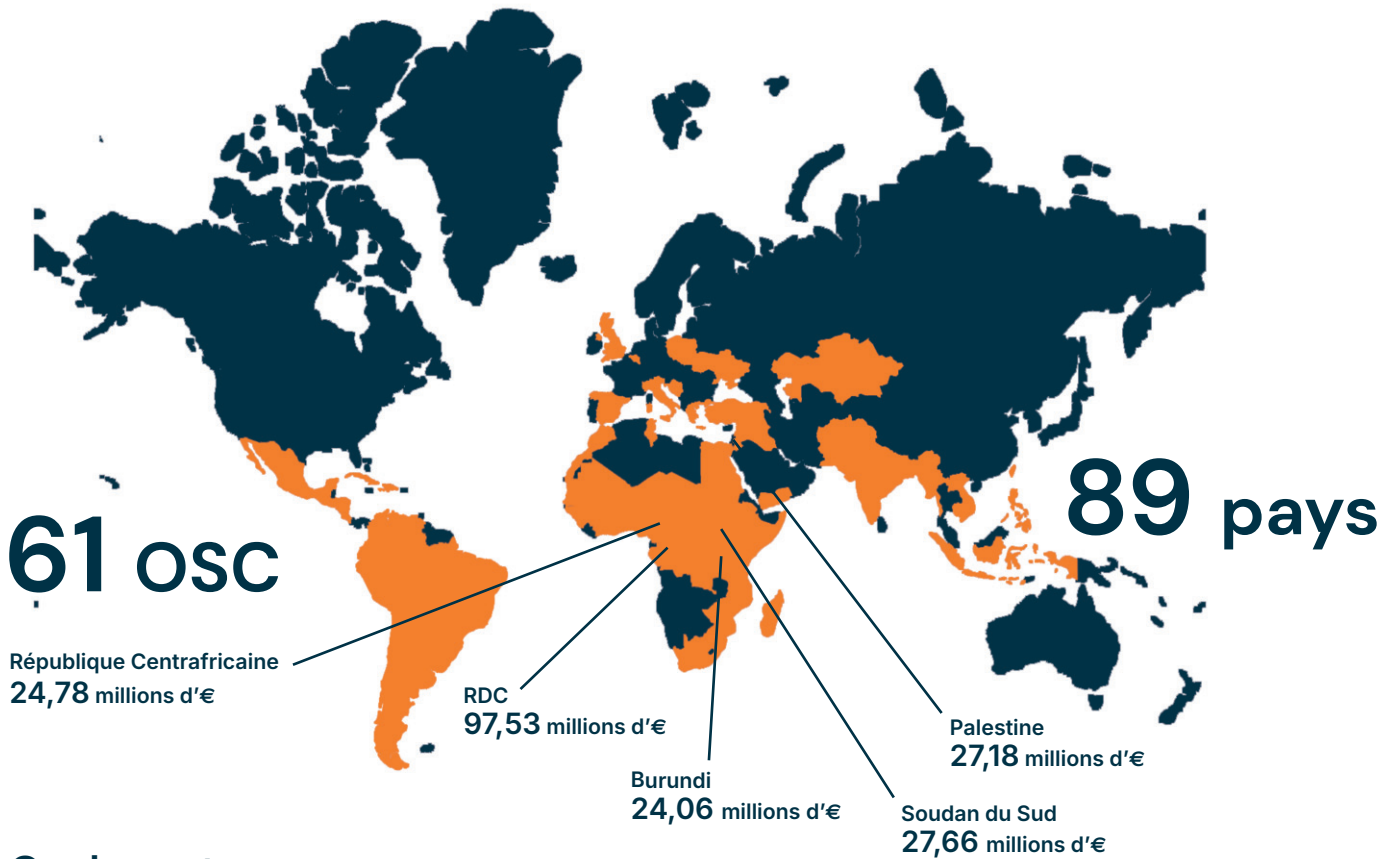
Cette politique semble totalement incohérente si on veut au contraire préserver la démocratie et l'état de droit tel que le défend encore aujourd'hui la Belgique.

Pourtant, une autre voie est possible et c'est ce que nous avons voulu illustrer dans les deux articles de ce rapport FOCUS. Cette année, notre focus géographique porte sur la Bolivie, pays qui est particulièrement mis aux défis par ce contexte et les éléments cités ci-dessus. Cependant, les OSC belges qui y sont actives déploient avec leurs partenaires locaux des programmes pour renforcer la défense des droits humains des populations locales. Le focus thématique porte lui sur le genre, particulièrement attaqué par toute une série de mouvances avec des conséquences dramatiques, notamment en termes de mortalité maternelle et infantile. Dans ce domaine aussi, les OSC belges apportent avec leurs partenaires des solutions pour mitiger ces attaques et sauver des vies.

Nous vivons un moment charnière dans lequel il est sans doute plus facile de se résigner et d'abandonner certains principes. Les OSC belges et leurs partenaires dans 89 pays démontrent au contraire, au quotidien, qu'il faut se mobiliser pour nos valeurs et qu'avec le soutien nécessaire un autre monde plus juste et durable est possible.

¹ V-Dem Institute (2025). *Democracy Report 2025: 25 Years of Autocratization – Democracy Trumped?* V-Dem Institute, 64p.

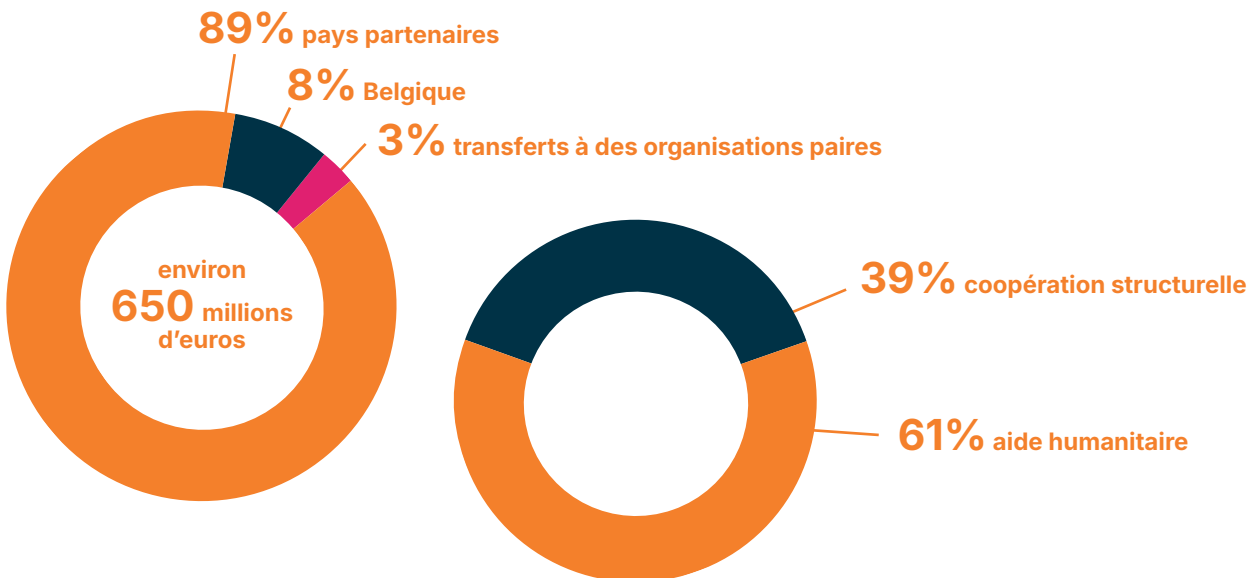
² McKoy Jillian (2025), *Tracking Anticipated Deaths from USAID Funding Cuts*, Boston University: <https://www.bu.edu/sph/news/articles/2025/tracking-anticipated-deaths-from-usaid-funding-cuts/>



Quels sont les pays partenaires des OSC ?

Une grande partie de l'action des OSC se concentre en **Afrique**. La **RDC** reste le premier pays partenaire, suivi du Soudan du Sud et de la Palestine qui ont fait face à de terribles crises humanitaires en 2024. La présence des OSC est aussi importante en Amérique du Sud et en Asie du Sud-Est.

Source: ONG Livreouvert, 2024



Quelle part des dépenses des OSC est consacrée aux pays partenaires ?

Les missions des OSC se déroulent principalement dans les pays partenaires : sur des dépenses totales de plus de 650 millions d'euros, **89%** sont consacrées aux pays partenaires, contre **8%** à des missions en Belgique (ECMS). Le dernier pourcentage concerne des transferts à des organisations paires ou réseaux internationaux. L'aide humanitaire (tirée par la « locomotive » Médecins sans Frontières) représente **61%** de ces dépenses totales, contre **39%** pour des actions de coopération structurelle.

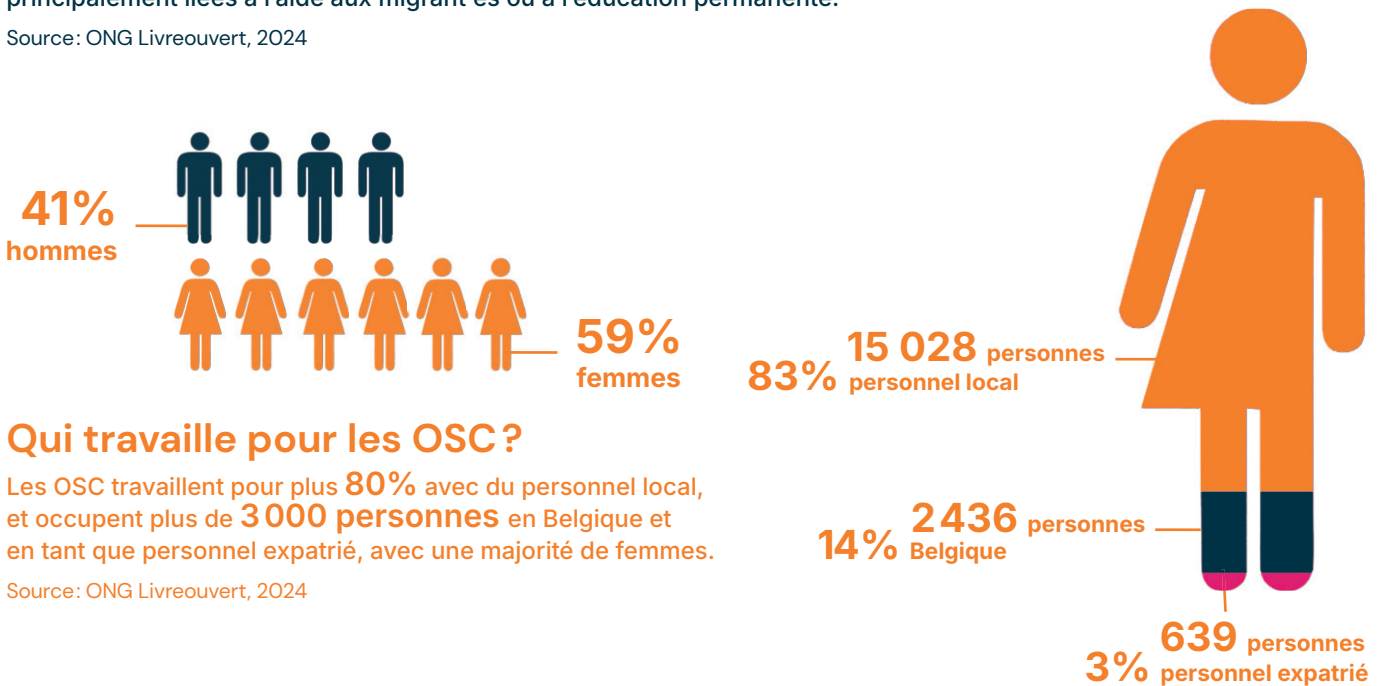
Source: ONG Livreouvert, 2024



Combien une OSC consacre-t-elle à ses missions ?

En moyenne, les OSC belges consacrent **83%** de leurs dépenses à leurs missions : **70%** pour des missions de coopération au développement – qu’il s’agisse de projets de coopération structurelle au Sud, d’humanitaire ou d’ECMS – et **12%** pour d’autres missions, principalement liées à l’aide aux migrant-es ou à l’éducation permanente.

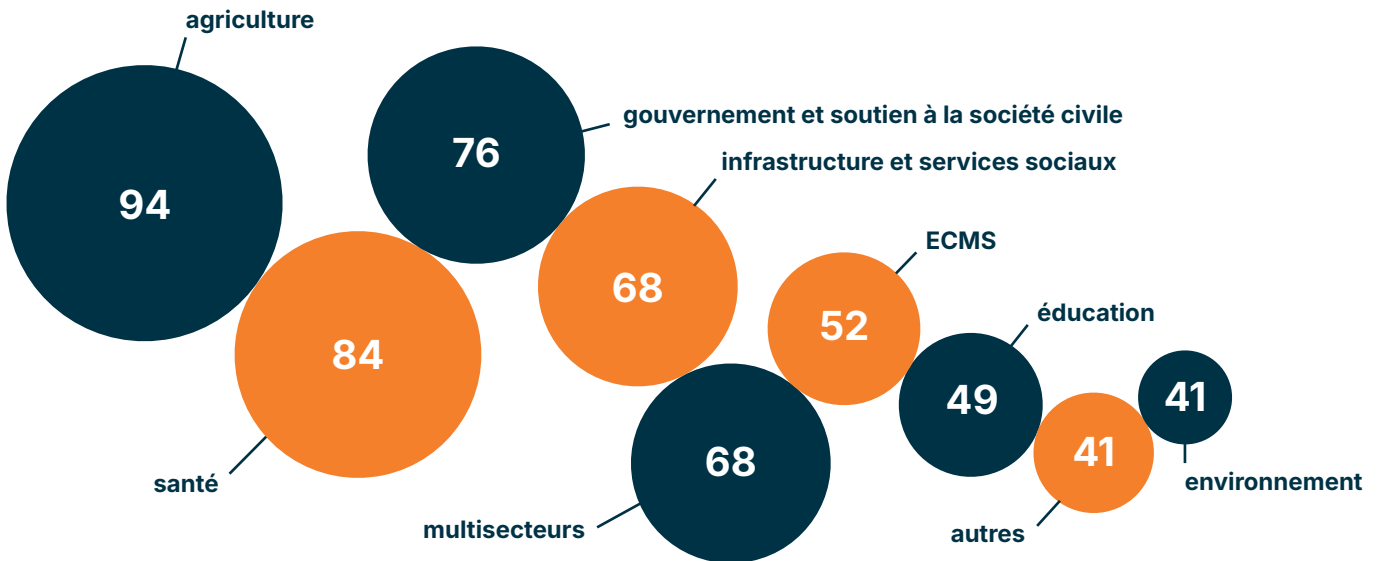
Source: ONG Livreouvert, 2024



Qui travaille pour les OSC ?

Les OSC travaillent pour plus **80%** avec du personnel local, et occupent plus de **3 000 personnes** en Belgique et en tant que personnel expatrié, avec une majorité de femmes.

Source: ONG Livreouvert, 2024



Dans quels secteurs travaillent les OSC ?

Les **350 projets** publiés sur ONG Livreouvert dans 26 secteurs (un projet peut être lié à plusieurs secteurs) montrent que les OSC sont principalement actives dans les domaines de l’agriculture, la santé, l’éducation, le soutien à la société civile et aux services sociaux, l’ECMS, l’éducation et l’environnement.

Source: ONG Livreouvert, 2024

FOCUS

géographique



La Bolivie

Marquée par sa diversité géographique, culturelle et ethnique, la Bolivie compte douze millions d'habitants, tout comme la Belgique, mais sur une superficie trente fois plus grande que le territoire belge. Malgré des avancées sociales significatives depuis les années 2000, le pays fait face à une **fragilisation de ses institutions démocratiques, à des inégalités structurelles persistantes et à une dépendance économique aux ressources naturelles**.

Après une période de prospérité économique et de relative stabilité sociale et politique, la Bolivie traverse depuis 2018 plusieurs difficultés structurelles et conjoncturelles. À partir de la pandémie de Covid-19, la **crise économique au niveau de l'État est devenue évidente** et s'est aggravée en 2025 avec la pénurie de carburants et de devises. L'inflation et l'augmentation du prix des denrées alimentaires de base ont été particulièrement sévères, touchant surtout les ménages à faibles revenus et les producteurs agricoles en raison de la hausse des prix des intrants agricoles.

Ainsi, la crise économique que traverse la Bolivie est la plus grave depuis plusieurs décennies. Les données indiquent que le PIB du pays enregistrera une baisse de -0,5% en 2025, qui pourrait atteindre -1,1% en 2026 et -1,5% en 2027. La dette extérieure bolivienne est de plus de 13 milliards \$ en septembre 2025 et le pays est au bord du défaut de paiement¹, restant **le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud**.

Un tournant politique en 2025

Après vingt années de gouvernements de gauche, **la situation politique en Bolivie est à un tournant**. L'élection de Rodrigo Paz Pereira (centre-droit) en octobre 2025 marque la fin de l'ère du Mouvement vers le socialisme (MAS) et traduit une volonté de

renouveau politique exprimée par une partie de la population bolivienne.

Les premières orientations du nouveau gouvernement laissent entrevoir un **virage économique d'inspiration néolibérale**, notamment à travers des réformes fiscales bénéficiant principalement aux grandes fortunes, aux milieux entrepreneuriaux et au secteur agro-industriel. Rodrigo Paz a ainsi annoncé plusieurs réformes visant à mettre fin à la profonde crise économique qui touche le pays. Parmi elles, la suppression des subventions aux carburants, menant au doublement des prix des combustibles, a suscité des protestations au sein de la société bolivienne, revendiquées à travers une série de manifestations.

Par ailleurs, la nouvelle administration semble engager un rapprochement stratégique avec les États-Unis et certains pays de la région, notamment autour des enjeux liés à **l'exploitation des ressources naturelles du pays**. Ces choix s'inscrivent dans une tendance politique régionale de revirement à droite, voire à l'extrême droite. Le succès du parti de Javier Milei aux élections législatives en Argentine², les nouvelles lois et réformes promulguées au Pérou dans le but de renforcer le contrôle des OSC et réduire l'espace civique³, ainsi que la récente intervention des États-Unis au Vénézuéla, illustrent les menaces pesant à la fois sur les droits humains et sur le droit international dans la région.

Ce changement de cap s'inscrit toutefois dans un contexte politique bolivien encore fortement marqué par **l'héritage du MAS**. À l'approche des élections municipales de mars 2026, l'influence de l'ancien président Evo Morales demeure significative, en particulier dans les zones rurales et au sein de certaines organisations sociales et autochtones.

Les OSC belges, premiers acteurs de la coopération Belgique – Bolivie

Depuis la fin de la coopération bilatérale officielle entre la Belgique et la Bolivie en 2019 et la non-reconduction des accords intergouvernementaux, **les organisations de la société civile belges sont les principaux acteurs de la coopération entre les deux pays**. Cette autonomie des OSC permet à la Belgique de conserver des acteurs sur le terrain malgré le retrait de la coopération gouvernementale. Les dépenses des OSC consacrées à la Bolivie sont restées relativement stables (5.68 millions d'euros en 2024)⁴, s'inscrivant dans une tradition d'engagement de long terme depuis les années 1970. Aujourd'hui, **une quinzaine d'organisations belges sont actives en Bolivie**⁵. Les interventions se concentrent principalement sur les questions de gouvernance et de société civile, l'agriculture durable et l'agroécologie, la santé et l'éducation, avec une attention transversale portée à la justice climatique et aux droits humains.

Cette présence s'appuie sur une **forte dynamique de coordination**, tant au niveau national que régional. En Bolivie, la plateforme PLATONGB (plateformes des ONG belges) constitue depuis de nombreuses années un espace structurant d'échanges entre acteurs belges, facilitant le dialogue sur les cadres légaux, les relations avec les autorités nationales, la DGD et l'ambassade, et favorisant des positionnements concertés. Le **Cadre stratégique commun (CSC) Bolivie** s'est pleinement inscrit dans cette dynamique, contribuant à son renforcement à travers des mécanismes de concertation, d'apprentissage collectif et de mutualisation des expériences. Les enseignements tirés ont permis de renforcer les synergies entre acteurs dans la perspective des futurs programmes.

Cette logique collaborative s'inscrit également dans une approche régionale plus large: la coordination entre acteurs belges de la zone andine précède largement les cadres actuels de la coopération. Elle s'est institutionnalisée ces dernières années à travers le comité andin et le forum FABANDES, au sein desquels les acteurs abordent des thèmes internes à la coopération belge mais aussi au contexte andin. **L'inter-apprentissage régional** est désormais reconnu comme

un levier central pour améliorer la qualité, la cohérence et l'impact des interventions en Bolivie, en Équateur et au Pérou, en permettant des analyses comparées, des réponses concertées à des défis communs et un renforcement des partenariats locaux à l'échelle andine.

L'environnement et les droits humains au cœur des enjeux

Les enjeux environnementaux occupent une place centrale en Bolivie, qui est soumise à de fortes pressions liées au modèle de développement extractiviste et agro-industriel mis en place par les différents gouvernements qui se sont succédé dans les dernières décennies.

La déforestation, l'extension de l'agriculture intensive, l'exploitation minière et énergétique (gaz, lithium), ainsi que les effets du changement climatique (sécheresses prolongées, inondations, érosion des sols) affectent de manière disproportionnée les populations rurales et autochtones, dont les moyens de subsistance dépendent directement des écosystèmes. En Bolivie, la déforestation est principalement due à un **modèle extractif d'expansion de la frontière agricole**, qui se traduit par la réduction des forêts au profit de l'agriculture à grande échelle, en particulier la culture du soja et l'élevage. Ces dernières années, les incendies de forêt sont particulièrement violents: en 2024, plusieurs incendies ont touché plus de 12 millions d'hectares, notamment dans les régions de Santa Cruz et de Beni. L'année 2024 a d'ailleurs été la plus chaude jamais enregistrée à l'échelle mondiale, avec des températures dépassant de 1,5 °C les niveaux préindustriels.

Dans ce contexte, les organisations de la société civile belges adoptent une **approche intégrée articulant justice environnementale, justice climatique et droits humains**. L'environnement est ainsi abordé non seulement comme un enjeu écologique, mais comme un espace de revendication de droits fondamentaux.



Les OSC belges adoptent une approche intégrée articulant justice environnementale, justice climatique et droits humains

Broederlijk Delen appuie notamment des organisations paysannes et autochtones en Bolivie afin de renforcer leur capacité à défendre leurs territoires, leurs droits collectifs et leur souveraineté alimentaire face aux pressions extractives et agro-industrielles. Le programme impulsAS, mis en œuvre par **Eclosio** et **Louvain Coopération**, touche plus de 12.000 personnes et vise à garantir à des familles rurales et périurbaines leurs droits d'accès à l'alimentation, aux ressources naturelles, productives et environnementales, à la terre et au territoire.

L'impact très concret du réchauffement climatique provoque une prise de conscience croissante des enjeux environnementaux dans l'opinion publique bolivienne. Les OSC accompagnent les organisations autochtones et paysannes dans leurs démarches de **plaidoyer, tant au niveau national qu'international, face aux impacts sociaux et environnementaux** des projets extractifs et des politiques publiques agricoles. **SoISoc** et **FOS** soutiennent dans les régions de Sucre et de La Paz 29 organisations de travailleurs et travail-

leuses, mouvements sociaux et initiatives de l'économie sociale et solidaire afin de promouvoir le travail décent, la justice sociale et la participation citoyenne. Le pays a en effet le taux d'informalité le plus élevé de la région d'Amérique latine et Caraïbes, et l'un des plus élevés au monde: 85% de la population bolivienne est active dans l'économie informelle, dont 87% de femmes⁶.

La défense des droits des personnes les plus vulnérables est également au cœur des actions des OSC belges. C'est en Bolivie que la mortalité maternelle est la plus élevée en Amérique latine. **Médecins sans Frontières** (MSF) a lancé en 2019 un programme en santé sexuelle et génésique destiné à la population du quartier de El Alto, à côté de La Paz, où l'organisation a ouvert 2 maternités et travaillé en collaboration avec le ministère de la Santé dans les centres d'El Alto pour réduire la mortalité liée à la grossesse et à l'accouchement. Jusqu'en 2025, **Handicap International** (HI) travaillait dans les régions où les services de soins sont peu nombreux et difficiles

d'accès pour les communautés, comme dans les villages de l'Altiplano, en développant entre autres des services de soin à domicile et la sensibilisation au handicap au sein des communautés et des praticien·nes. Ce programme, qui a permis la formation d'environ 500 professionnel·les de santé et la dotation de matériel dans 13 centres de santé, a malheureusement dû être clôturé faute de financements pérennes.

Dans les régions de Cochabamba, La Paz, Santa Cruz, Sucre et Tarija, **Plan International** soutient la scolarisation des filles pour réduire le risque de mariage d'enfants, favorise leur autonomie économique, sensibilise les familles et les communautés et mène un plaidoyer auprès des autorités afin de renforcer les politiques de protection contre le mariage d'enfants. Avec le projet Empodera-t, Plan encourage aussi les filles à rejoindre des groupes de jeunes où elles peuvent échanger sur leurs expériences, participer à des ateliers et formations pour mieux comprendre leurs droits, développer leurs compétences en leadership et faire entendre leur voix.

L'importance des partenariats en Bolivie

Les partenariats constituent un pilier central des stratégies des organisations de la société civile belges en Bolivie, en cohérence avec les **principes d'alignement et d'appropriation locale** des programmes mis en œuvre. En renforçant le rôle des acteurs boliviens dans l'identification des besoins, la définition des stratégies et la gestion des ressources, les OSC visent à rapprocher les processus de décision des réalités locales.

Cette évolution se traduit notamment par une **mise en œuvre croissante des programmes par des organisations locales**, soutenues par des dispositifs plus souples et des financements orientés vers le niveau local. Les ONG belges privilégient ainsi des logiques de responsabilisation et de co-construction, favorisant l'autonomie des partenaires et leur capacité à porter des changements durables.

Humundi, Îles de Paix et **Solidagro** développent ensemble des approches territoriales fortement décentralisées, articulant développement local, structuration des mouvements paysans et dialogue avec les autorités municipales. **Le renforcement des alliances locales entre pouvoirs publics, organisations de la société civile et acteurs économiques constitue un levier clé** pour le développement des territoires. Des initiatives comme celles de la Fundación Agrecol⁷, ancrée depuis plus de vingt ans dans la région de Cochabamba, illustrent cette dynamique en facilitant la concertation entre producteurs et autorités locales et en favorisant l'investissement public dans le tissu productif local. **Frère des Hommes** et son partenaire Tusoco, qui rassemble 22 organisations paysannes communautaires pratiquant un tourisme alternatif, accompagnent quant à elles les producteur·ices et paysan·nes dans leurs actions de préservation de l'environnement et du patrimoine de leur communauté.

Par leur ancrage de long terme, leurs partenariats avec les acteurs locaux et leur capacité à articuler plaidoyer et interapprentissage régional, **les OSC belges contribuent à renforcer la résilience des communautés et la défense des droits humains en Bolivie**. Les OSC belges sont ainsi capables de maintenir un accompagnement continu auprès des communautés rurales, autochtones et urbaines, en particulier dans les zones périphériques et auprès des populations vulnérables.

En soutenant des approches collectives et inclusives, la Belgique joue un rôle important dans la promotion de la cohésion sociale, la prévention des replis identitaires et des discours d'extrême droite, et la préservation des contre-pouvoirs démocratiques. C'est pourquoi il est essentiel de continuer à soutenir les OSC belges qui agissent en Bolivie, et de manière générale dans les pays où la coopération bilatérale belge s'est retirée. **C'est à travers cet appui essentiel à la société civile que la coopération belge peut continuer à contribuer** à la consolidation de sociétés plus résilientes et à la promotion de valeurs démocratiques partagées.



**La coopération
belge contribue
à la consolidation
de sociétés plus
résilientes et à la
promotion de valeurs
démocratiques
partagées**

¹ Données issues de la Fondation Jubileo: <https://jubileobolivia.com/> ² <https://www.rtb.be/article/argentine-que-reserve-le-president-milei-aux-argentins-apres-sa-victoire-electorale-obtenue-avec-le-soutien-de-donald-trump-11622844> ³ Voir « L'espace pour la société civile latino-américaine menacé », sur le site du CNCD-11.11.11, mars 2025 et le rapport du réseau EU-LAT, « Estado del espacio cívico en Latinoamérica Guatemala, Honduras, El Salvador, Nicaragua, Perú y Ecuador », janvier 2025: <https://www.cncd.be/IMG/pdf/eulat-estado-del-f6519345.pdf> ⁴ Source: ONG livre-ouvert, <https://ngo-openbook.be/countries/summary?countries=BO> ⁵ Broederlijk Delen, Humundi, Louvain Coopération, SolSoc, Handicap International Belgique, Via Don Bosco, Solidagro, FOS, Eclosio, WSM, 11.11.11, Action Damien, Médecins Sans Frontières, Plan International. ⁶ <https://www.solsoc.be/actions/bolivia.html> ⁷ <https://www.agrecolandes.org/>

FOCUS

thématique



Face aux offensives anti-droits, les OSC en première ligne pour l'égalité de genre

Le droit de décider de sa vie, de son corps et de sa famille est aujourd'hui de plus en plus menacé. Partout dans le monde, les droits liés au genre reculent sous des offensives d'ampleur inédite, qui ciblent en priorité les femmes, les personnes de genres minorisés et les personnes LGBTQIA+. Ces droits ne sont pourtant ni marginaux ni abstraits : ils sont reconnus par des instruments internationaux largement ratifiés, tel que la Convention pour l'élimination des discriminations envers les femmes (CEDAW) ou la Déclaration de Beijing. Dans plusieurs contextes, ces cadres sont toutefois contestés, fragilisés ou progressivement vidés de leur portée.

Les conséquences de ces reculs dépassent largement la seule question des droits individuels. Les inégalités de genre limitent l'accès au travail, aux ressources et à la participation politique, et entraînent des coûts économiques et sociaux majeurs (jusqu'à 20 % du revenu mondial selon la Banque mondiale¹). Elles s'accompagnent également d'un affaiblissement de la confiance dans les institutions, d'une augmentation des tensions sociales et d'une vulnérabilité accrue face aux crises et aux conflits. **À l'inverse, là où l'égalité progresse, la participation démocratique et la capacité à construire une paix durable se renforce².**

Les décisions de financement constituent une manifestation concrète de ces reculs³. Une étude publiée dans *The Lancet* estime que les coupes et suppressions des financements de l'USAID pourraient entraîner plus de 14 millions de décès évitables d'ici 2030, en raison de la disparition de programmes essentiels de santé, notamment en santé sexuelle et reproductive⁴. Ces chiffres rappellent que **les reculs en matière de droits de genre et de coopération internationale ont un coût humain direct.**

Ces évolutions ne relèvent pas de dynamiques spontanées. Les données confirment que **les offensives anti-genre constituent un phénomène structuré, transnational, durable et massivement financé**, avec des impacts directs sur les droits de genre, la démocratie et la coopération internationale. En Europe, les données du *European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights* (EPFSRR) montrent que les financements identifiés en faveur des mouvements anti-genre sont passés d'environ 707,2 millions de dollars américains entre 2009 et 2018⁵ à plus de 1,18 milliard de dollars sur la période entre 2019 et 2023⁶. Cette augmentation, concentrée sur une période deux fois plus courte, correspond à une hausse d'environ 230 % du volume annuel des financements, illustrant une accélération marquée et une professionnalisation croissante des réseaux anti-droits.

Si l'Europe dispose de données consolidées, des recherches montrent que des réseaux financés similaires sont actifs en Afrique, en Amérique latine et en Asie⁷, avec des effets directs sur l'espace civique, la sécurité des défenseur-euses des droits humains, le travail des organisations partenaires de la coopération internationale et les inégalités de genre.

Face à ces attaques, **les organisations de la société civile (OSC) actives dans la solidarité internationale occupent une place essentielle.** Avec leurs partenaires, elles soutiennent l'action collective, protègent les défenseur-euses des droits humains, produisent et partagent des connaissances, et renforcent les capacités à agir. Leur engagement contribue à préserver des espaces de solidarité, de participation démocratique et d'égalité.

Préserver l'espace civique et consolider les cadres politiques

Dans de nombreux contextes, les lois restrictives, la désinformation et les discours de haine fragilisent l'espace civique et limitent la participation des femmes et des groupes marginalisés. Les OSC jouent un rôle central non seulement pour défendre les droits de genre, mais aussi pour préserver l'espace démocratique qui permet leur exercice, en menant des actions de plaidoyer fondées sur les droits humains, en assurant une veille face aux reculs législatifs et en mobilisant des alliances larges pour défendre la liberté d'association, l'accès à la justice et la participation démocratique.

Le Monde selon les femmes est une référence en matière de formation, d'accompagnement, de mise à disposition d'outils et de sensibilisation aux approches genre. L'organisation soutient l'action collective féministe face aux offensives anti-genre, en partenariat avec des organisations de la société civile. En République démocratique du Congo, par exemple, son partenariat avec **Si Jeunesse Savait** contribue à renforcer le plaidoyer en faveur des droits sexuels et reproductifs, notamment pour faire reconnaître le droit à l'avortement en cas de risque pour la santé, conformément au Protocole de Maputo, dans un contexte marqué par de fortes résistances conservatrices.

En Tunisie, **Avocats Sans Frontières** (ASF) agit pour renforcer l'espace civique face à des violations structurelles des droits humains, dont la servitude domestique, une forme particulièrement invisible et genrée d'exploitation, ainsi que des atteintes visant d'autres groupes marginalisés, tel que les migrant-es, les travailleur-euses du sexe et les personnes LGBTQIA+. À travers une approche intégrée, ASF combine accompagnement juridique des victimes, renforcement des capacités des organisations de la société civile et mobilisation des acteur-rices de la justice. Le programme soutient notamment des contentieux stratégiques afin de favoriser des poursuites effectives. En agissant sur les pratiques institutionnelles et les cadres juridiques, ASF contribue à

rendre effectifs des droits remis en cause dans des contextes de rétrécissement de l'espace civique.

Dans les arènes multilatérales, le **Conseil consultatif Genre et Développement** (CCGD-ARGO) joue un rôle clé de contre-influence et rappelle que défendre les droits de genre est indissociable du multilatéralisme et de la démocratie. Par ses avis et recommandations, il contribue à renforcer l'intégration de l'égalité de genre et des droits sexuels et reproductifs dans les politiques belges, européennes et internationales, assure un suivi critique des engagements pris et plaide pour des financements accessibles aux organisations féministes et LGBTQIA+.

Donner corps et voix aux inégalités

Les données et les récits constituent des leviers essentiels pour influencer les cadres politiques. La campagne mondiale de **Plan International Belgique** contre le mariage précoce, ainsi que son rapport annuel sur la situation des filles dans le monde, rendent visible l'ampleur de cette violation des droits et alimentent le plaidoyer en faveur de politiques plus protectrices. L'édition 2025, fondée sur les témoignages de plus de 250 filles et jeunes femmes mariées avant 18 ans, met en lumière les conséquences durables du mariage précoce sur leurs droits, leur santé et leur avenir.

Avec *Soil Sisters*, développé dans le cadre du projet européen SWIFT, **Oxfam Belgique** met en lumière les biais de genre de la Politique agricole commune en donnant la parole à des agricultrices européennes. Cet outil alimente le plaidoyer auprès des institutions européennes en faveur de politiques et de financements sensibles au genre, illustrant la capacité des organisations de la société civile à coordonner des réponses transnationales face aux reculs des droits. Dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté mon-



Les OSC jouent un rôle central non seulement pour défendre les droits de genre, mais aussi pour préserver l'espace démocratique

diale et solidaire (ECMS⁸), les OSC développent des outils éducatifs qui proposent une approche intersectionnelle en croisant le genre avec d'autres facteurs d'inégalités (origine sociale, statut migratoire, conditions de vie), afin de favoriser une compréhension globale et continue des enjeux. *Le témoignage d'Esmeralda*, développé par **Oxfam Magasins du Monde**, aborde les chaînes de production mondiale et la justice économique à partir des conditions de travail genrées dans l'industrie textile. L'outil de mise en situation *Un pas en avant*, proposé par **Entraide et Fraternité**, permet de comprendre comment les inégalités d'accès aux droits se construisent à l'intersection de plusieurs facteurs, dont le genre, l'origine sociale et la situation économique. Ces outils permettent ainsi de donner corps aux inégalités, en les rendant perceptibles à travers des expériences concrètes et situées.

Les enjeux de genre dans des contextes fragiles

Dans des contextes de crises humanitaires et de conflits armés, les inégalités de genre s'inscrivent dans des dynamiques de pouvoir plus larges, liées à la violence, à l'exploitation des ressources et à l'exclusion politique. Ces dynamiques ont des effets directs sur les populations civiles et sur l'exercice des droits humains. En RDC, **Justice et Paix**, **Caritas International** et **Search for Common Ground**, avec leurs partenaires, documentent l'impact des conflits sur les civil-es, notamment en matière de violences, d'exclusion des processus de paix et d'inégalités d'accès aux ressources, en mettant en lumière leurs effets différenciés selon le genre. Une initiative conjointe de **Plan International** et **CARE International** permet quant à elle d'appliquer des diagnostics de genre en situation d'urgence afin d'identifier rapidement les personnes les plus exposées et d'adapter l'aide dès le départ.

Dans une perspective d'analyse structurelle des conflits, **Le Monde selon les femmes**, avec **Si Jeunesse Savait**, le **CNCD-11.11.11**, **APEFE** et la **PAC**, pilote la production d'une publication qui analyse les liens entre conflits armés, rapports de pouvoir, exploitation des ressources naturelles et violences de genre. En partant d'expériences en RDC et d'autres contextes, cette initiative met en lumière comment certains modèles de pouvoir, fondés sur la domination et la force, renforcent les inégalités de genre et fragilisent les droits humains.

Se transformer pour rester crédibles et cohérent·es

Défendre l'égalité de genre ne se limite pas à l'action externe : **on ne défend pas l'égalité sans la pratiquer, et la transformation interne constitue un levier indispensable pour renforcer la légitimité et l'impact de l'action collective**. Cela implique aussi d'interroger ses propres pratiques, modes de fonctionnement et rapports de pouvoir internes.

Dans le secteur de la coopération internationale belge, cette exigence se traduit notamment par la Charte d'intégration du genre, qui constitue un socle commun d'engagements. En la ratifiant, les organisations s'engagent à intégrer l'égalité de genre de façon transversale, tant dans leurs programmes que dans leur gouvernance, leurs politiques RH, leurs partenariats et leurs cadres internes. **La charte rappelle que l'égalité de genre est une condition structurelle de la justice sociale et du respect des droits humains**.

Les espaces d'apprentissage collectif et de structuration sectorielle jouent un rôle clé dans cette transformation. Ils offrent des lieux pour approfondir les enjeux de genre, mutualiser des outils et renforcer la cohérence entre valeurs défendues et pratiques

mis en œuvre. À cet égard, la Communauté d'apprentissage et de pratique (CAP) Genre du consortium **UNI4COOP**, ainsi que les groupes de travail thématiques sur le genre d'**ACODEV** et de **ngo-federatie**, offrent des cadres structurés d'échange entre organisations pour partager des expériences, questionner les résistances et co-construire des pistes d'intégration du genre. L'ouvrage de capitalisation issu de la CAP d'UNI4COOP ainsi que les guides d'inspirations⁹, prolongent cette dynamique en ouvrant ces enseignements à l'ensemble du secteur.

Cette dynamique est complétée par des actions de formation ciblées et intrasectorielles. Les séminaires **Lead for Rights!**, organisés par Plan International Belgium, çavaria et ARGO-CCGD, constituent ainsi des espaces de formation et de dialogue dédiés à l'égalité de genre et aux droits des personnes LGBTQIA+ dans le champ de la coopération internationale. La formation «**Féminismes décoloniaux**» proposée par **ITECO** va plus loin, en invitant à questionner en profondeur les rapports de pouvoir et les formes de colonialité qui traversent les pratiques professionnelles, afin d'ajuster durablement les manières d'agir.

Les OSC, piliers d'une coopération fondée sur les droits

Face aux offensives anti-genre, **les OSC constituent l'un des premiers remparts démocratiques**. En soutenant l'action collective, en défendant les droits et en questionnant leurs propres pratiques, elles maintiennent des espaces où les personnes peuvent se rassembler, se faire entendre et agir. C'est dans ce travail concret, au plus près des réalités vécues, qu'elles contribuent à construire des sociétés plus justes, plus égalitaires et plus résilientes face aux dynamiques autoritaires.



**Défendre l'égalité
de genre ne se limite
pas à l'action externe :
on ne défend pas
l'égalité sans
la pratiquer**

¹ Banque mondiale, *Gender Data Portal*, <https://genderdata.worldbank.org/en/home>; Wodon, Q. & De la Brière, B. (2018), *Unrealized Potential: The High Cost of Gender Inequality in Earnings*, World Bank Group <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bits-treams/fd676a12-7ee4-5c6a-ab2b-83365ed25bf1/content> ² Björkdahl, A., Lorentzen, J. & Skjelsbæk, I. (dir.), *Backlash Against the Women, Peace and Security Agenda: Contesting Gender Norms*, Springer / Lund University, 2026. https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-032-10853-1_1 ³ Humanitarian Action. *US Funding Freeze Global Survey – Round 2 Interactive Dashboard*, 28 avril 2025. Disponible sur : <https://humanitarianaction.info/document/us-funding-freeze-global-survey/article/us-funding-freeze-global-survey-round-2-interactive-dashboard> Published on 28 April 2025 ⁴ Cavalcanti, D. M., Silva, N. J., Vaz, P., et al. (2025). Evaluating the impact of two decades of USAID interventions and projecting the effects of defunding on mortality up to 2030: a retrospective impact evaluation and forecasting analysis. *The Lancet*. DOI : 10.1016/S0140-6736(25)01186-9. [https://www.thelancet.com/journals/lan-cet/article/PIIS0140-6736\(25\)01186-9/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lan-cet/article/PIIS0140-6736(25)01186-9/fulltext) ⁵ European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights. (2021). *La partie émergée de l'iceberg : Des financements issus de l'extrémisme religieux visent à faire reculer les droits humains en matière de santé sexuelle et reproductive en Europe 2009–2018* ⁶ European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights. (2025). *The next wave: How religious extremism is reclaiming power*. European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights ⁷ AWID. (2025). *Where is the money for women's rights?* 2025. Association for Women's Rights in Development https://www.awid.org/sites/default/files/2025-10/AWID_WITM_REPORT_28_10_2025.pdf ; Global Philanthropy project (2024). *Rapport sur les ressources mondiales de 2021-2022 : Aides gouvernementales et philanthropiques aux communautés lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes*. <https://globalphilanthropyproject.org/2024/11/04/grr21-22-francais/> ; UN Women (2020). *Gender equality: Women's rights in review 25 years after Beijing*. <https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2020/Gender-equality-Womens-rights-in-review-en.pdf> ⁸ Voir <https://ecms-belgique.org/> ⁹ ACODEV, CNCD-11.11.11, FIABEL, NGO federatie, & 11.11.11. (2018). *Intégrer le genre dans la coopération non gouvernementale : Guide d'inspiration pour la communication, le plaidoyer, l'éducation, la mobilisation et les bourses*. https://acodev.be/sites/default/files/ressources/www_guide_genre_fr.pdf; NGO federatie, & 11.11.11. (2025). *Inspiratiegids gender: Terugblik en inzichten uit 2 jaar werkgroep*. <https://ngo-federatie.be/wg-gender/>

ACODEV

ACODEV est la fédération francophone et germanophone des associations de coopération au développement. La fédération compte 69 organisations membres, dont 65 sont accréditées par le Ministère de la Coopération au développement.

ACODEV représente et promeut les intérêts de ses membres auprès des pouvoirs publics et de l'ensemble des bailleurs publics, afin d'offrir un environnement favorable pour leur travail et leurs activités.

La fédération accompagne ses organisations membres dans leurs initiatives de professionnalisation et d'innovation, à travers l'organisation de formations, la mise en place de fonds d'appui, ou la publication de guides, documents et outils en ligne. ACODEV fédère aussi ses membres autour d'événements et de groupes de travail participatifs et représentatifs du secteur.

Enfin, ACODEV contribue à promouvoir les valeurs de la solidarité internationale, notamment dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS), de la transparence, ou de l'intégrité.



Quai du Commerce 9 à 1000 Bruxelles
+32 (0)2 219 88 55
Numéro d'entreprise: BE 0462279234
RPM de Bruxelles
info@acodev.be
www.acodev.be

ONG Livreouvert

ONG Livreouvert est la plateforme de transparence et d'impact des ONG belges actives dans la coopération internationale et l'aide humanitaire. Le site offre une vision unique du travail des ONG belges en partageant des informations clés sur les différentes organisations, les pays où elles sont actives et les secteurs dans lesquels elles interviennent, tout en mettant en avant l'impact et la transparence de l'ensemble du secteur ONG.

ONG Livreouvert est la principale source des données présentées dans ce rapport. Les informations partagées sur la plateforme proviennent quant à elles de sources officielles telles que la Banque Nationale de Belgique et l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IATI), mais aussi de contributions volontaires des ONG elles-mêmes, démontrant ainsi leur engagement continu en faveur de la transparence.

Les données d'ONG Livreouvert se rapportent à l'année 2024, ce décalage de temps étant nécessaire afin d'être en possession de toutes les données, notamment financières. Les informations sont présentées dans ce document à titre indicatif et concernent 61 organisations.

ONG LIVREOUVERT
www.ong-livreouvert.be

Les OSC accréditées





Avec le soutien de  **Belgique**
partenaire du développement

éd. resp. Raphaël Maldague / 9 quai du Commerce à 1000 Bruxelles